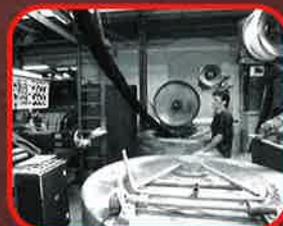




Vos luttes dans la région  
7 novembre



A la une  
de nouvelles menaces



Vie syndicale  
Tourisme Loisirs Culture

Dossier

## aéronautique, quel devenir ?

pour l'emploi et le développement de notre région



## Dossier

### Aéronautique, quel devenir



Editorial .....	2
A la une .....	3
• Emploi, de nouvelles menaces	
Vos luttes dans la région .....	4
• 7 novembre, fêtons 1936 !	
• SPRIA	
• Auxiliaires de Vie	
• Alcan	
Professions .....	5
• Textile	
• Métallurgie, salaires	
Activité Régionale .....	6
• Santé	
• Services Publics	
• Bois-Papier	
• A vos agendas...	
Dossier .....	7-10
• Aéronautique, quel devenir ?!	
• La situation en Midi-Pyrénées	
• Mobilisons nous !	
• Démarche inter-régionale	
Activité CGT/CESR .....	11
• Actualité	
• Rencontre avec...	
Actualité CESR .....	12
• Nos interventions	
Vie Syndicale .....	13
• TLC : l'outil de la CGT	
• Licenciée par Leclerc	
48 <sup>e</sup> congrès .....	14
• Nouveau système cotisation	
Brèves .....	15
• Congrès UGICT	
• CRAM	
• Santé Travail	



Bourse du Travail  
19, place Saint-Sernin  
BP 7094  
31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1€ • N° 167 • Octobre 2006  
N° d'inscription à la CP 0206S05720

Directrice de la Publication :  
Martine Bernard-Roigt  
Tél. 05 61 23 35 52  
Fax 05 61 21 06 67  
e-mail : cgt.crpm@wanadoo.fr  
Crédit photos : Jean-Philippe ARLES  
Imprimé par Les Capitouls

Toute cette année aura été marquée par une mobilisation des électriciens et gaziers : sensibilisation des usagers par des dizaines de milliers de tracts diffusés, interpellations des parlementaires de Midi Pyrénées, rencontre avec les élus locaux, invitations à des forums départementaux comme à St-Gaudens, St-Girons ou Meauzac... accompagnée de multiples arrêts de travail.../...

De nouvelles questions dominent le débat public. Pourquoi livrer aux intérêts des actionnaires l'avenir énergétique de notre pays? Pourquoi privatiser cette industrie alors que partout ailleurs ce processus s'est traduit par des coupures d'énergie et une augmentation significative des prix? Pourquoi casser un outil industriel qui sait répondre aux besoins des usagers?.../...Pour voter la loi de privatisation à l'assemblée nationale, l'UMP se retrouve seule et au Sénat un compromis est passé avec quelques sénateurs UDF. Il aura fallu pour cela que Nicolas SARKOZY et Jacques CHIRAC, eux qui avaient affirmé que jamais la participation de l'état dans le capital d'EDF et GDF ne passerait sous la barre des 70 %, se renient publiquement et menacent d'un 49-3 pour obtenir ce vote!



#### Pour autant le dossier de la privatisation n'est pas clos!

En effet plusieurs éléments pèsent dans le débat. Les exigences des actionnaires de Suez sont en train de grimper, ceux-ci demandent dans le cadre de cette fusion le versement d'un dividende de plus de 5 milliards d'euros auxquels il faut ajouter un cadeau fiscal de 3 milliards! Les usagers/contribuables qui subissent déjà des augmentations tarifaires du gaz vont-ils accepter de "mettre la main à la poche"? La position dogmatique du gouvernement restera-t-elle inébranlable face aux échéances électorales qui se profilent?

L'élargissement de l'action à tous les salariés pour que se dégagent de véritables alternatives aux privatisations. L'électricité et le gaz ne sont pas des marchandises comme les autres et les usagers ont besoin d'un pôle public de l'Énergie, 100 % public, construit à partir d'EDF-GDF. Le secteur énergétique doit être démocratisé, contrôlé par les élus, les usagers et les salariés. Seule la maîtrise publique peut garantir durablement le libre accès à ce besoin vital de l'être humain, dans le respect de l'égalité et de la solidarité.

**Décidément non, avec le vote de la loi, le coup de sifflet final n'a pas retenti!**

Marc COURDES  
Collectif Régional FMNE  
2 novembre 2006



## Emploi,

# de nouvelles inquiétudes...!

travailler mieux ensemble dans la CGT pour relever les défis !

Malgré la campagne des médias sur le choix des candidats à la présidentielle et bien que cette campagne ait des effets sur l'opinion et génère de l'attentisme, les luttes se développent dans la période. Celle des personnels EDF/GDF

le 12 septembre puis le 3 octobre pour s'opposer à la privatisation a connu un certain écho en Midi-Pyrénées comme le vote majoritaire des personnels opposés à la privatisation. L'appel de la CGT à faire du 14 octobre une journée nationale interprofessionnelle d'actions et de manifestations a vu quelques milliers de salariés-es issus-es de tous les secteurs, exprimer leur refus de toute privatisation d'EDF/GDF montrant ainsi que ce dossier ne concernait pas les seuls salariés-es d'EDF/GDF.

De nombreuses luttes pour l'emploi et les salaires ont eu lieu dans notre région. Dans les Hautes-Pyrénées à Alcan les salariés multiplient les actions pour empêcher la fermeture programmée de leur entreprise en 2008, à SPRIA où 120 emplois sont supprimés suite à l'annonce de la fermeture de l'entreprise. Dans l'Ariège, où une centaine d'emplois d'auxiliaires de vie, sont menacés ainsi que dans le textile, les salariés-es ne baissent pas les bras et agissent pour un avenir possible là où ils veulent vivre.

Dans ce contexte l'annonce d'AIRBUS de réduction massive des coûts (voir le dossier que nous y consacrons), suscite des inquiétudes fortes parmi l'opinion et les salariés-es les. Plus précaires feront les

frais de cette politique de rentabilité financière, mais aussi toute une région dont le développement économique est organisé autour de l'aéronautique. La CGT, ses organisations à l'entreprise comme en région,

### De nombreuses luttes pour l'emploi et les salaires ont eu lieu dans notre région

a réagi immédiatement en publiant un 4 pages régional diffusé partout en Midi-Pyrénées le 26 octobre, dans le cadre de la journée nationale d'action de la métallurgie. Plusieurs centaines de signatures de la pétition ont été recueillies. De nouvelles initiatives sont d'ores et déjà programmées. Bien entendu l'enjeu de notre bataille pour l'emploi et nos diversités industrielles prend tout son sens! Nous y travaillons depuis plusieurs mois, l'actualité nous invite à lui donner une nouvelle dimension! C'est une question d'efficacité de notre syndicalisme en Midi-Pyrénées.

Ces questions seront au centre du Conseil du Comité Régional qui se réunit à Tarbes le 4 décembre pour lancer la préparation de la conférence régionale qui doit avoir lieu en 2007. Ces défis à relever, les batailles à mener dans notre région autour des enjeux territoriaux nous obligent à mieux travailler ensemble dans la CGT, CR/UD/Professions/UL et bassins d'emplois. Le 48<sup>e</sup> congrès nous invite à en faire un mode de vie permanent. Pour cela nous avons besoin de faire évoluer nos modes de fonctionnement et nos outils, ainsi la question de l'évolution du Comité Régional est posée (voir dernier Bulletin). Lors de ses deux dernières réunions le Comité Régional a longuement débattu de ces évolutions et

de son élargissement aux professions, aux bassins d'emploi. La préparation de la conférence régionale devra nous permettre d'approfondir et de construire les contenus, les contours d'un nouvel outil régional dans lequel UD/Professions/bassins d'emploi, à égalité de droits et de devoirs définiront ensemble l'activité régionale de la CGT et sa mise en œuvre. Pour préparer cette conférence, le Comité Régional a décidé de créer un collectif d'animation de la conférence régionale composé d'UD/Professions/bassins d'emploi.

Martine BERNARD-ROIGT  
Secrétaire régionale



# 7 novembre, fêtons 1936 !



Les initiatives organisées dans les départements autour de la célébration des 70 ans de 1936 sont un succès et montrent que le Comité Régional et son Institut Régional d'Histoire Sociale ont eu raison de donner un éclat particulier à cet événement. En effet, 200 participants à Pamiers, 80 à Montauban, une trentaine à Tarbes, 25 à Cahors et 20 à Toulouse, c'est au total plus de 350 personnes qui ont participé aux débats, aux initiatives festives. D'autres initiatives sont encore prévues fin novembre à Auch, là aussi avec des partenariats autour du film, dans le Tarn. Cet intérêt que rencontre l'événement montre bien qu'il y a un espace pour faire connaître notre histo-

re et que le besoin de repères, dans un contexte social difficile, est important. Le 7 novembre, l'événement régional est donc déjà un succès, par l'écho qu'il rencontre mais aussi par sa construction avec des partenariats comme ceux de la CCAS ou du CER SNCF et le soutien manifesté par les institutions. La conférence-débat présidée par G. SEGUY, président de l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT donnera l'occasion aux jeunes étudiants, salariés-es de différents secteurs de dialoguer avec G. SEGUY. Car en effet, évoquer les conquêtes de 1936 c'est permettre aux jeunes générations de connaître l'histoire sociale, les luttes et leurs acquis sociaux qui mar-

quent encore la vie de millions de salariés-es aujourd'hui. Nous voulons le faire dans une démarche dynamique qui donnera confiance et par les enseignements que nous en tirons, sera utile pour nos luttes d'aujourd'hui. L'apéritif dînatoire ainsi que le spectacle donnera la dimension festive et conviviale!

Quelques jours encore pour inviter largement autour de nous, 4 bus venant de l'Ariège, du Gers, du Tarn et du Tarn-Garonne sont déjà prévus ainsi que de nombreux participants des Hautes-Pyrénées et du Lot. Au total, près de 500 personnes se sont déjà inscrits.. ■

## Ariège

Les auxiliaires de vie d'Ariège Assistance sont 600 à prendre en charge les personnes aidées dans les actes essentiels de la vie et contribuent à leur maintien à domicile dans des conditions de vie digne. Financée pour l'essentiel par des fonds publics, l'association vient d'annoncer un plan social prévoyant la suppression de 86 emplois. C'est pourquoi les salariées dans le cadre de l'action qu'elles mènent avec la CGT exigent la création d'un service public du maintien à domicile pour répondre aux besoins croissants de la population.



## Retraités-es

Les retraités-es de tous secteurs s'étaient mobilisés-es ce 19 octobre, pour marquer à leur manière et par l'expression de leurs revendications la semaine dédiée chaque année aux personnes âgées dite "semaine bleue". À Toulouse ils furent plusieurs centaines à manifester.

## SPRIA

Inaugurée en 2001, l'usine installée à Tarbes dans le cadre de la reconversion industrielle et après le premier plan social de GIAT, comptait 120 salariés-es. Elle a bénéficié pour son installation des aides publiques des collectivités territoriales et fabriquaient des airbags de véhicules. L'annonce de la fermeture de l'entreprise a été un choc terrible non seulement pour les 120 salariés-es qui se mobilisent pour défendre l'emploi. C'est un nouveau coup dur pour l'avenir industriel du département.

## Textile

Le comité de pilotage textile dont nous avons exigé la création s'est réuni en formation plénière en juillet. Les organisations syndicales et les patrons de la FITS siègent dans cette instance ainsi que les élus des deux départements concernés (Ariège et Tarn). Ce comité de pilotage est présidé par le préfet et le Président du Conseil Régional. Cette rencontre devait permettre d'analyser le travail des groupes qui se sont réunis au cours des derniers six mois et faire des propositions. La CGT a participé en portant ses propositions pour le maintien et le développement de l'emploi, la formation, la sécurisation des parcours professionnels.

Des décisions importantes ont été prises lors de cette rencontre. Concernant les tissus techniques, une plate-forme "Texader" va voir le jour à Castres, projet porté par l'agence de développement du Tarn Agate. Il s'agit de mettre en relation les industries textile avec les pôles Aéronautique, Cancéropole, Agroalimentaire...

8 projets sont en cours. 6 au stade du prototypage et 2 au stade du cahier des charges.

Une large place est réservée au tissu d'habillement et à la confection, qui représentent 90 % des emplois de la filière.

Des passerelles sont à organiser entre les tissus, l'habillement, la mode et l'Agence Régionale d'Innovation.

Un référent sera choisi dans chaque usine pour assurer un meilleur suivi.

La fonction du chargé de mission innovation est maintenue.

Les outils financiers doivent être adaptés.

Un nouvel accord sur la formation devrait être signé.

Au cours de cette rencontre les élus ont manifesté leurs inquiétudes quant aux patrons ils sont restés silencieux. Face aux nouvelles suppressions d'emplois dans le secteur à la Teinturerie de Lavelanet la mobilisation des salariés-es se poursuit, elle doit trouver une nouvelle dimension.

# Métallurgie : Enquête salaires !



Selon l'enquête salaires des syndicats CGT les minima garantis de la convention collective régionale Midi Pyrénées ou des Hautes-Pyrénées sont en septembre 2006 inférieurs au SMIC actuel jusqu'au coefficient 170 (niveau CAP).

Cette enquête concerne 30 entreprises de la métallurgie de Midi-Pyrénées regroupant 40 042 salariés, dont 23 600 techniciens, ingénieurs et cadres, soit 59 % des effectifs. .../...

Selon l'UIMM (patronat de la métallurgie) 40 % des salariés sont touchés, suivant les départements, par un relèvement des minima garantis.

En 10 ans la prime d'ancienneté a perdu la moitié de sa valeur suite à la politique patronale. Ces minima garantis varient de 1 236,17 euros pour le plus bas coefficient à 1 578,17 euros pour un technicien supérieur avec plusieurs années d'ancienneté.

Des salaires en contradiction avec l'image de "capitale européenne de l'aéronautique et de l'espace" que véhicule Toulouse et la région Midi-Pyrénées

Les salaires d'embauches varient, selon notre enquête, du SMIC à 2 182 euros brut pour un technicien supérieur au coefficient 285 (moyenne régionale de 1 768 euros dans notre enquête).

Des salaires nets allant de moins de 1 000 euros à 1 600 euros.

A AIRBUS Toulouse par exemple :

Les salaires bruts varient de 1 410 euros pour un ouvrier professionnel à 1 669 euros pour un technicien supérieur ; Le salaire mini d'un salarié avec un BTS (coef 255) est de 1 493 euros, il se situe en 9<sup>e</sup> position sur les 13 salaires équivalents des entreprises de notre enquête. L'écart avec le plus élevé de ce même coefficient est de 560 euros.

### DES AUGMENTATIONS GÉNÉRALES NETTEMENT INSUFFISANTES EN 2006

En effet, avec une inflation qui se situe à environ 2 % (2,1 % de mai 2005 à mai 2006) et avec les limites que l'on connaît de l'indice INSEE, la moyenne des augmentations générales se situe à :

1,63 % pour les non-cadres  
0,91 % pour les cadres

La moyenne des augmentations individuelles à :

0,85 % pour les non-cadres  
1,45 % pour les cadres

Chez les cadres les augmentations générales concernent 12 entreprises sur 30, elles varient de 0,29 % à 2,1 %.

En Haute-Garonne qui compte le plus grand nombre de cadres (89 %) on enregistre la plus basse augmentation avec 0,29 %. De plus dans 11 entreprises sur 14 du département les cadres n'ont aucune augmentation générale.

Des entreprises comme Airbus (Toulouse) Alcatel space, Alstom (Tarbes), SOCATA (Hautes-Pyrénées) ou Ratier Figeac (Lot) n'ont accordé aucune augmentation générale à leurs cadres, ainsi sans augmentation individuelle les cadres perdront lourdement en pouvoir d'achat.

## Santé Offre de soins en Midi-Pyrénées

Le forum organisé à Toulouse fin septembre a connu un important succès. Avec plus de 110 participants venus de toute la région dont 60% issus du secteur de la santé et 40% issus d'autres secteurs professionnels le débat a permis de mieux appréhender des enjeux de l'offre de soins en Midi-Pyrénées, leur organisation en région et la nécessité de se mobiliser pour une organisation qui réponde aux besoins grandissants de la population. En effet la présentation par la SECAPHI, des politiques poursuivies et des réformes mises en place au fil des années aboutissent à une organisation de l'accès aux soins sur le territoire régional où les inégalités de traitement se creusent. C'est pourquoi à l'issue du forum les participants ont proposé de cibler trois territoires : Figeac/Decazeville, Tarbes, le Nord-Est Toulousain pour travailler avec l'ensemble des syndicats et syndiqués de toutes professions à définir les besoins de santé et à construire des propositions portées par tous et toutes dans le cadre d'initiatives qu'ils, elles auront décidées en commun. Le comité régional et la Coordination régionale santé ont validé ces propositions. Une première réunion de territoire aura lieu le 22 novembre.

## Bois-Papier la mobilisation



Dans le cadre de la poursuite de la démarche engagée sur l'avenir de la Filière Bois-Papier en Midi-Pyrénées, la Filpac, le Comité Régional, UDO9, UL Saint-Girons étaient réunis avec les syndicats des papeteries de l'Ariège début octobre. L'objectif de cette nouvelle rencontre : travailler à la construction d'initiatives d'actions pour la sauvegarde des emplois et d'un secteur industriel indispensable au développement économique du département et de la région. Comme première étape, un support a été édité pour faire connaître la situation de chaque entreprise du secteur, il a été diffusé durant la semaine 23 au 27 octobre.

## Services publics 1<sup>er</sup> décembre Cahors

Plus de 80 participants-es étaient présents-es à la journée d'étude de septembre sur la Réforme de l'administration territoriale de l'état. Une journée indispensable, pour l'appropriation par les militants-es de l'enjeu des réformes que le gouvernement voudrait imposer et pour construire la démarche revendicative dont on a besoin. La prochaine étape de ce travail engagé par le Comité Régional c'est la tenue d'un forum régional, de dimension nationale, sur les services publics à Cahors le 1<sup>er</sup> décembre conjointement organisé avec l'UD du Lot. L'UGFF, les FD concernées ainsi que la confédération participeront à notre initiative.

### A vos agendas...

Lundi 4 décembre 2006  
à TARBES

Conseil du Comité Régional



# Aéronautique, quel devenir ?!

des décisions qui impactent  
l'avenir de nos territoires !

**L'annonce d'un plan drastique d'économie et de réduction des coûts, sur le dos des salariés-es, par la direction d'AIRBUS sont inacceptables !**

Elles suscitent inquiétudes légitimes des salariés-es de la jeunesse et de la population. La CGT a immédiatement réagi dans l'entreprise, la profession, la région. L'édition d'un 4 pages, permettant de connaître l'opinion de la CGT sur ce plan, la réalité de la situation des salariés-es de l'aéro et la dimension régionale de cette industrie, tiré à 30 000 exemplaires a été largement diffusé dans toute la région (téléchargement possible sur site du Comité Régional [www.cgt-midipyrenees.com](http://www.cgt-midipyrenees.com)).

La mise à disposition des salariés-es d'une pétition demandant de :

- réorienter les financements vers la recherche/développement, l'outil industriel, la création d'emploi... et l'exigence, avant toutes décisions d'AIRBUS qu'un débat national et régional s'engage sur le devenir de cette industrie et sur l'emploi, recueille de nombreuses signatures, comme en témoigne les initiatives prises dans les entreprises de la métallurgie en Midi-Pyrénées le 26 octobre, journée d'action nationale sur les salaires et le pouvoir d'achat (voir bilan).

Bien sûr chacun-e l'aura compris, avec un chiffre d'affaire et des profits colossaux, des carnets de commandes d'avions considérables, le groupe EADS n'est pas en crise mais opère une vaste restructuration qui doit déboucher sur une nouvelle redistribu-

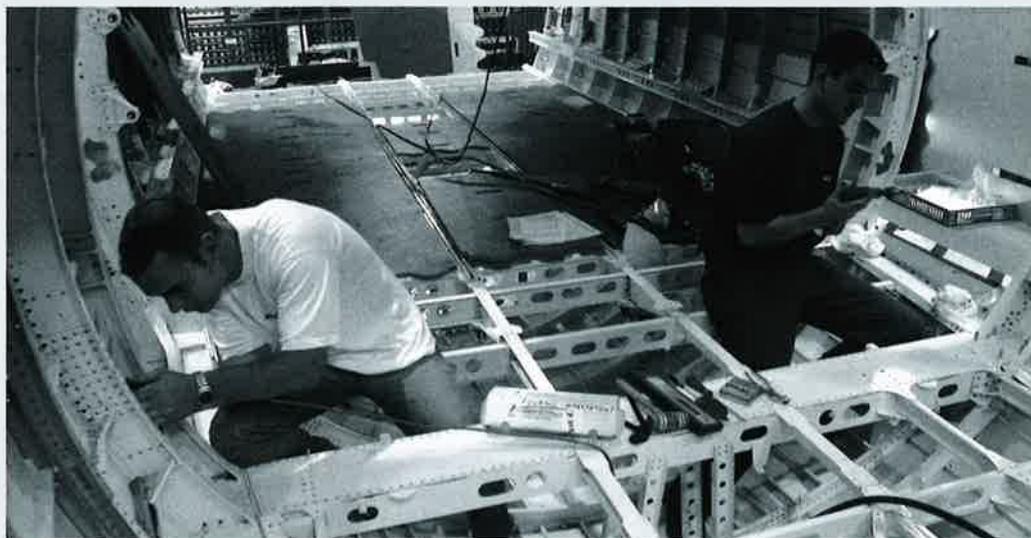
tion des cartes au sein de l'industrie aéronautique en France et en Europe. En effet le système industriel avec le partage des charges entre les différents partenaires au sein d'EADS, a atteint ses limites et ne permet pas au groupe de dégager les marges de rentabilité financières escomptées.

## CES DÉCISIONS IMPACTENT DIRECTEMENT LES EMPLOIS ET NOTRE RÉGION :

- sur 56 000 salariés-es travaillant dans l'industrie aéronautique en Midi-Pyrénées plus de la moitié (32 000) sont issus des entreprises de sous-traitance,
- les entreprises de la sous-traitance régionale ont dû procéder à des restructurations, à des investissements imposés par

AIRBUS pour participer au projet de l'A380, les conduisant au partage des risques industriels,

- le Conseil Régional a créé un fond d'accompagnement stratégique des entreprises de la sous-traitance aéronautique pour leur permettre de faire face à cette évolution industrielle en 2005 et 2006... Des millions d'euros ont financé les aides publiques de ces entreprises,
- le Conseil Régional finance depuis de nombreuses années un plan de formation dit Plan ADER, pour former les jeunes aux métiers de l'aéronautique,
- les collectivités territoriales (Conseil Régional, Conseil Général, Communes) ont financé l'aménagement du site d'Aéroconstellation.



# La situation en Midi-Pyrénées

## les salariés-es, les populations doivent être entendus.. !

La CGT, alerte depuis longtemps sur le risque d'un développement économique régional exclusivement dépendant d'une seule industrie. Dans le cadre de notre bataille pour l'emploi et les diversités industrielles de Midi-Pyrénées nous avons formulé des propositions autour de filières industrielles (Bois-Papier, textile, automobile) indispensables à la diversification du développement de notre région. L'expression du Comité Régional dans le cadre de l'avis sur le SRDE\* ou notre travail sur le canceropôle a été l'occasion de réaffirmer avec plus de force nos exigences.

De nombreuses questions se posent, l'utilisation des finances publiques, leur contrôle et leur efficacité sur la création d'emplois..., quelle intervention des salariés-es, des citoyens pour peser sur les choix qui les concernent, les collectivités territoriales sont-elles seulement des distributeurs d'aides publiques n'ont-elles pas d'autres choix que l'accompagnement social des décisions des groupes?

Toutes ces questions demeurent et les salariés-es, les populations doivent s'en emparer et exiger d'être entendus de la direction d'AIRBUS, des pouvoirs publics, des élus

locaux, du gouvernement. Nous avons des propositions et nous demandons qu'avant toutes décisions, un débat national et régional s'engage sur le devenir de l'industrie aéronautique et sur l'emploi. C'est l'avenir de Midi-Pyrénées qui est en jeu! A partir du travail commun engagé avec le Comité Régional d'Aquitaine (voir page suivante) nous rendrons publique ces exigences.

*\*Schéma Régional  
de Développement Économique*

## Pétition

Dans l'immédiat pour se faire entendre, la CGT met à disposition de toutes et de tous une pétition à signer individuellement ou collectivement et qui s'adresse à la direction d'Airbus, au patronat, au Préfet de région, aux élus locaux.

**L'industrie aéronautique a de l'avenir**, elle doit être porteuse de projets industriels et de progrès social et non de précarité et de suppressions d'emplois.

- Je demande de réorienter les financements vers la recherche/développement, l'outil industriel, la création d'emplois, le remplacement des départs massifs à la retraite, l'amélioration des salaires et des conditions de travail, la formation, des droits nouveaux pour les salarié(e)s et leurs organisations syndicales.
- J'exige qu'avant toutes décisions d'Airbus, un débat national et régional s'engage sur le devenir de cette industrie et sur l'emploi.

NOM ..... Prénom ..... Signature

A retourner au **Syndicat CGT AIRBUS** ou à :

**UD HAUTE-GARONNE**

Bourse du travail - 19, place Saint-Semin  
BP 7094  
31070 TOULOUSE Cédex7

**UD ARIEGE**

BP107 - 17, place Albert Tournier  
09103 PAMIERS Cédex

**UD LOT**

Bourse du travail - BP193  
34, place C. Rousseau  
46000 CAHORS

**UD TARN**

Bourse du travail  
9, place Fernand Pelloutier  
81000 ALBI

**UD AVEYRON**

50, rue Raynal - BP 826  
12008 RODEZ Cédex

**UD GERS**

BP 138  
32003 AUCH cédex

**UD Hautes-Pyrénées**

Bourse du travail  
Place des Droits de l'homme  
65000 TARBES

**UD TARN-ET-GARONNE**

18, rue Michelet  
82000 MONTAUBAN

# Pour l'emploi, mobilisons nous !

## la journée d'action métallurgie, un premier bilan

**La journée d'action pour l'emploi et les salaires à l'appel de la FTM a été l'occasion d'une première mobilisation autour des enjeux pour l'emploi dans l'aéronautique.**

C'est ainsi que, 30 000 exemplaires du 4 pages régional ont été diffusés dans les entreprises de la métallurgie dans les départements de Midi-Pyrénées avec la signature de la pétition qui recueille près de 1 000 signatures, ce jour-là. Ainsi :

**En Haute-Garonne :** diffusion du journal devant le siège d'Airbus avec des syndicats aéro, l'UD, Région Métallurgie en présence de la presse. Dans la semaine le journal et la pétition ont été diffusés à Microturbo dont 60 % du personnel a signé la pétition, à Airbus et les sous-traitants 8 000 journaux ont été distribués, à Alcatel-Space, Lieber, Onera, Latécoère, Renault, Labinal également. Les retraités métaux se sont mobilisés pour le diffuser au métro.

**En Hautes-Pyrénées :** l'USTM 65 a diffusé 1 200 exemplaires du journal vers les entreprises sous-traitantes du bassin, Socata diffusion journal et signature de la pétition : 250 signatures recueillies ce qui est largement au-dessus de l'influence de la CGT...

**En Aveyron, Ariège et Lot** diffusion du journal et signatures de la pétition en cours. Cette première étape de mobilisation et la couverture médiatique qu'elle a recueillie doit nous inciter à nous mobiliser encore plus UD, syndicats et professions pour obtenir rapidement des milliers de signatures.

**À noter :** 17 adhésions nouvelles réalisées dans 8 entreprises de la Métallurgie en Midi-Pyrénées.



**la cgt**  
MIDI-PYRÉNÉES

### Tous ensemble pour l'emploi et le devenir de l'industrie aéronautique en Midi-Pyrénées

En réalité les retards pris sur l'A380 sont l'obstacle pour une vaste restructuration de l'industrie aéronautique au plan européen avec pour objectifs :

- de mettre en œuvre un nouveau plan d'économie de structure,
- de réduire l'effet pervers euro-dollar en l'abaissant dans la zone dollar et en incitant au regroupement des sous-traitants,
- de réorganiser la chaîne industrielle sur l'ensemble des programmes Airbus. Ce qui impliquera une mise en concurrence des sites et des salariés à l'échelle européenne.

**Les 56 000 salariés de Midi-Pyrénées** qui travaillent pour l'aéronautique ne sont pas responsables de cette situation, depuis 1000 années ils sont confrontés à des salaires insuffisants (entre 1000 et 1500 euros net suivant les catégories, selon une étude récente de la CGT), des horaires atypiques, des heures supplémentaires, des conditions de travail et de vie dégradées, des embauches au minimum.

**Ce sont bien les actionnaires** avec leurs exigences de rentabilité immédiate (de 10 à 15 %) qui sont à l'origine des difficultés actuelles et à venir dans cette industrie comme dans tous les autres secteurs industriels de notre région. (Bois, Pétrole, Imprimerie Toulouse) de notre pays et dans le domaine énergétique, à l'image de ce qui se passe actuellement avec la privatisation de GDF.

**Ce sont bien les entreprises**, qui ont bénéficié pendant des années de fonds publics et d'exonérations de "charges sociales", qui veulent faire supporter aujourd'hui, une fois de plus aux salariés, les conséquences de leurs choix financiers.

**Ce sont bien les gouvernements** des différents pays européens qui se sont désengagés des entreprises nationales de l'aéronautique, pourkant à l'origine du succès d'Airbus, qui les ont privatisés laissant ainsi le libre champ à la France.

Aussi la CGT considère que les États fondateurs doivent redevenir aujourd'hui les actionnaires de référence.

**Les salariés(e)s et leurs représentants, les populations, doivent être maintenant entendus de la direction d'Airbus, des pouvoirs publics, des élus locaux, du gouvernement ; c'est pourquoi la CGT avance des propositions et demande qu'avant toutes décisions un débat national et régional s'engage sur le devenir de l'industrie aéronautique et sur l'emploi. C'est l'avenir de Midi-Pyrénées qui est en jeu**

Les mesures annoncées et à venir par la direction d'Airbus sont inacceptables, elles sont dangereuses économiquement et pour l'emploi, pour le devenir de l'industrie aéronautique régionale, nationale et européenne.

Ce plan de réduction des coûts, se traduira par des suppressions d'emplois comme vient de le confirmer le nouveau PDG d'Airbus. Après le gel des embauches, plus de 1 000 intérimaires dont 550 à Toulouse seront renvoyés, 600 (contre à durée déterminée) ne seront pas reconduits, des mesures d'âges sont envisagées.

Son impact sur l'économie régionale sera considérable, les exigences d'Airbus ont imposé aux entreprises sous-traitantes des conditions de travail et de salaires (e)s des conditions dramatiques et par conséquent aux salariés(e)s des conditions dramatiques autour du projet d'A380. Ils sont aujourd'hui les premières victimes avec l'ensemble des salariés(e)s de ce secteur.

LA CGT comprend l'inquiétude et les interrogations des salariés, de la jeunesse et des populations de notre région, elle s'engage avec eux et se rend disponible pour toutes initiatives ultérieures :

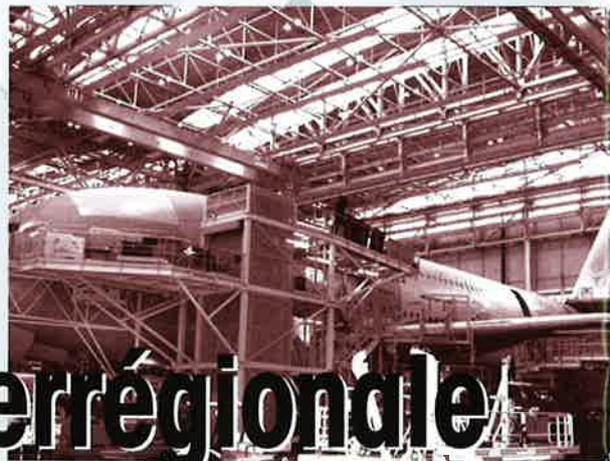
- afin de s'opposer à ce plan qui ne fera qu'aggraver la situation actuelle.
- afin de réorienter les financements vers la recherche/développement, l'outil industriel et le social,
- afin d'utiliser les atouts de notre Région pour répondre aux besoins sociaux et industriels.

**C'est urgent, c'est nécessaire et possible au regard :**

- des besoins immenses dans cette industrie avec plus de 17 000 avions à produire pour les compagnies aériennes et 2023, avec 430 avions à livrer pour AIRBUS en 2006, 2 100 avions en commande et plus de 5 années de plan de charges.
- des moyens financiers importants que dégage le groupe EADS, avec déjà pour le premier semestre 2006 plus de 1 milliard d'euros de bénéfices et une trésorerie de 9,5 milliards d'euros.

Ce n'est donc pas de moins d'emplois mais bien au contraire de plans d'embauches massifs et de formation qui doivent être à l'ordre du jour.

# Aéronautique : une démarche interrégionale



## les comités régionaux Aquitaine et Midi-Pyrénées s'engagent ensemble !

Depuis plusieurs années nos 2 comités régionaux ont engagé une démarche et une réflexion commune sur l'aéronautique et avec la fédération de la Métallurgie. Deux rencontres des syndicats de l'aéronautique de nos deux régions ont déjà eu lieu, la dernière à Tarbes le 9 mars 2006 portait sur les enjeux du pôle de compétitivité "Aéronautique - spatial - systèmes embarqués" commun à l'Aquitaine et Midi-Pyrénées.



Lors de cette réunion, nous avons pris des décisions, notamment celle de créer un groupe de travail inter-régional. L'actualité en Aquitaine avec la bataille de la Sogerma ne nous avait pas permis de mettre en œuvre les décisions, celle des annonces faites concernant EADS nous donne l'opportunité de refaire le point autour des questions soulevées et également des enseignements tirés de la lutte pour l'emploi à la Sogerma. Une nouvelle rencontre des délégations de nos deux comités régio-

naux a eu lieu à Bordeaux le 16 octobre. Parmi les questions débattues :

- Quelle cohérence régionale? Quelles propositions? Pourquoi ne pas mettre en avant un pôle de maintenance aéronautique adossé au pôle de "production" Midi-Pyrénées?
- Quelle gouvernance du pôle aéro?
- Comment travailler la convergence des enjeux industriels en lien avec les bassins d'emplois?
- Comment ancrer les convergences revendicatives à partir de la réponse aux besoins?
- Travailler à la co-construction d'initiatives d'actions communes, se donner les moyens d'y parvenir.

La situation de Midi-Pyrénées, et les conséquences des décisions annoncées par EADS pour les salariés les plus précaires (intérimaires) mais également l'ensemble de l'industrie régionale qui est organisée autour de l'industrie de l'aéronautique a été largement débattue. L'impact de cette situation sur les sous-traitants du fait des restructurations qui ont été imposées autour du projet de l'A380, aura des conséquences plus importantes sur nos territoires.

Au cours de la discussion les intervenants se sont exprimés sur la situation de chaque région et syndicats tel que : la lutte de la SOGERMA par exemple et en Midi-Pyrénées les initiatives prises concernant l'actualité (rencontre syndicats AIRBUS et sous-traitants, profession, UD, CR et édition d'un 4 pages à 30 000 exemplaires). La démarche de la CGT dans les CESR respectifs a également été évoquée. Le débat a permis de mettre en évidence les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés.

Nous devons faire partager l'idée que rien n'est inéluctable et qu'on peut gagner à l'exemple de ce qui s'est passé à la Sogerma. Il faut pour cela faire face aux inquiétudes et aux difficultés, donner des arguments et travailler avec les syndicats à la construction du rapport de forces dont nous avons besoin. C'est une question incontournable et décisive pour l'avenir.

Nous devons également travailler une expression vers l'ensemble des salariés-es pour faire connaître les propositions portées en Aquitaine et en Midi-Pyrénées, celles que nous portons en commun.

À la suite de cet échange, les propositions suivantes ont été soumises aux comités régionaux respectifs. Le Comité Régional Midi-Pyrénées lors de sa dernière réunion les a validées. Il s'agit de :

- la création d'un collectif de travail inter-régional aéro Midi-Pyrénées/Aquitaine.
- la tenue d'une conférence de presse commune le 8 novembre 2006 à Bordeaux, à Toulouse, avec la participation de militants des deux comités régionaux (sur l'actualité et nos propositions).
- l'envoi d'une lettre signée des deux comités régionaux adressée à l'ensemble des syndicats de nos régions expliquant nos initiatives "pour construire un avenir industriel et pour l'emploi".
- l'organisation d'une rencontre le 15 décembre à Agen de nos deux comités régionaux, ainsi que des professions et des FD concernées (FD finances - FERC - FTM - FNTE), pour échanger sur la situation, les arguments et la construction de notre démarche, les initiatives pour y parvenir.

## Rencontre avec...



"Je m'appelle **Bernard CAZES**. Très jeune tout ce qui volait me passionnait, ce qui m'a amené plus tard dans la confrérie de ces fous volants qui bricolaient

de drôles de machines appelées ULM. J'ai intégré l'école de Sud-Aviation (aujourd'hui Airbus), où j'ai appris le métier de Mécanicien Cellule Avion. Après quelques études complémentaires et un poste au bureau d'études, j'adhère à la CGT. Mon organisation syndicale me confie à ce moment là un mandat de délégué du personnel puis de CHSCT et plus tard d'élu au CE.

Parallèlement mon activité syndicale me conduit à la commission exécutive de l'UFICT de la Métallurgie, puis au CCE Airbus. C'est dans ce contexte que j'ai "atterri" au CESR Midi-Pyrénées.

Dans cette assemblée régionale, j'ai appris à travailler différemment sur des dossiers dont j'ignorais parfois même l'existence. Je suis membre de 2 commissions : 2 (activités économiques) et 5 (éducation, emploi, formation, sport). Dans ces commissions (comme par hasard) je retrouve comme "collègue" le PDG de mon entreprise Airbus France. Dans le collège employeurs sont présents bon nombre de responsables patronaux de notre région. Parmi les groupes de travail dans lesquels j'ai été intégré, il en est un qui m'a particulièrement marqué, c'est celui du pôle spatial où nous avons travaillé en amont (CGT) avec les différentes entreprises concernées. Grâce à ce travail collectif, la CGT a fait preuve d'autorité et nous avons obtenu un document intéressant qui a fortement intéressé nos structures et le Conseil Régional. Pour la commission 5 qui déploie une forte activité, j'ai découvert les problèmes de formation. Cela m'a aidé dans mon mandat d'élu au CE, et a eu comme conséquence mon "parachutage" dans les commissions paritaires Emploi, Formation de l'UIMM."

**Le Conseil Économique et Social Régional de Midi Pyrénées a rendu en juin 2006 un avis sur "le diagnostic de l'emploi en Midi-Pyrénées : constats et enjeux".**

Le collège des représentants des salariés s'est fortement impliqué dans ce travail. Compte tenu de la situation de l'emploi dans notre région, le Président du CESR a en effet demandé au 2<sup>e</sup> collège de lui faire des propositions sur la prise en charge de cette question par le Cesr. Nous avons estimé que ce dossier devait être traité par un avis spécifique, mais aussi par une conférence pour l'emploi dont l'objet serait de marquer l'engagement de tous pour l'emploi en Midi-Pyrénées.

La validation de cette dernière proposition par l'ensemble du Cesr n'allait pas de soi : elle a donné lieu à de nombreuses confrontations, mais c'est aujourd'hui chose faite ! La conférence pour le développement économique et l'emploi aura lieu le 7 décembre 2006 à l'hôtel de Région. Elle aura pour objet de permettre aux différents acteurs économiques et sociaux de la région de confronter leurs analyses et leurs propositions. L'objectif, clairement déclaré, est bien de réfléchir aux moyens pour faire reculer le chômage, la précarité et l'exclusion.

La conférence s'articulera autour de 4 ateliers et une table ronde :

- Atelier 1 : Comment Midi-Pyrénées peut-elle conserver son attractivité et sa dynamique de création d'emplois ? Quels moyens mettre en œuvre ?
- Atelier 2 : Comment mieux corrélérer formation initiale, formation continue, qualification et emploi en Midi-Pyrénées ?
- Atelier 3 : Comment lutter contre la précarité professionnelle, les inégalités d'accès à l'emploi et l'exclusion ?

# Actualité de l'activité CGT



- Atelier 4 : Comment construire des emplois de qualité en réponse aux nouveaux besoins sociaux en Midi-Pyrénées ?

Yannick LeQuentrec sera rapporteur de l'atelier 4

- Table ronde : Entre flexibilité de l'emploi et sécurité des parcours professionnels : quels dispositifs pour prévenir et résorber la précarité professionnelle ?

La table ronde fait suite à une proposition du groupe CGT : les réflexions menées sur cette thématique par les organisations syndicales confédérées doivent faire l'objet d'explications ; si le vocabulaire est proche, le contenu des projets est très différent : pour la CGT, par exemple, le concept de "Sécurité sociale professionnelle" se conçoit comme un élément du "Statut du Travailleur Salarié". La table ronde sera l'occasion d'opérer cette clarification... Mais aussi de débattre de nos différences d'approche. Un dirigeant confédéral a été sollicité pour apporter l'éclairage de la CGT sur cette question.

# Les interventions de la CGT



## Avis sur la conjoncture économique en Midi-Pyrénées

Lors de la dernière assemblée plénière du 23 octobre Bernard CAZES au nom du groupe CGT a notamment déclaré (extraits) "Cet avis du CESR sur la conjoncture économique et sociale en 2006 de la Région Midi-Pyrénées ne peut pas faire l'impasse sur l'actualité et les annonces lourdes de conséquences pour tout notre tissu industriel et donc notre économie liée en grande partie à l'industrie Aéronautique et à son principal donneur d'ordre : AIRBUS, filiale

rialisation du gros porteur A380.

La marque des actionnaires est évidente : Plus de 2 milliards d'économies annuelles à partir de 2010 et 5 milliards en attendant cette date. Des suppressions d'emplois sur tous les sites d'AIRBUS Europe, l'annonce d'une réduction supplémentaire de 40 % de la durée des prochains développements. Une incitation forte à des délocalisations de production et d'études impliquant l'ensemble des sous-traitants et fournisseurs : la zone dollar et les pays à moindre coût étant la trajectoire désignée.

**En réalité, les retards de l'A380 servent d'alibi pour imposer une restructuration lourde permettant de garantir, voire accroître encore des rendements financiers déjà démesurés.** Les formidables commandes promises pour les dix prochaines années aiguissent l'appétit des actionnaires, c'est leur marge de demain qu'ils préparent dès aujourd'hui.

Ce plan n'est rien d'autre que la concrétisation inavouée des mesures que N. Forgeard préconisait lui-même avant qu'il ne soit contraint de démissionner. Tout montre donc que le problème n'est pas limité à un dirigeant plutôt qu'à un autre.../...

Vous le constatez, le document qui nous est présenté aujourd'hui est en décalage complet avec les enjeux que nous identifions dans la dernière période, il est de plus en plus complète contradiction avec l'avis que nous avons approuvé ici même l'année dernière et de ce fait il décrédibilise notre institution. À une semaine de la journée du refus de la misère et de la pauvreté, rien dans ce rapport.

En effet, plus rien sur le seuil de pauvreté de 13 % du précédent document. Rien sur l'augmentation de cette pauvreté chez les travailleurs au nombre de 2 millions et 1 million d'enfants dans la misère (30 % des SDF ont un emploi). Rien sur la baisse du niveau des retraites. Le rapport se borne à préconiser le développement des plans de retraites individuels. Comment les salariés les plus défavorisés, de plus en plus nombreux, ayant déjà du mal à se loger et à vivre décemment, pourraient-ils économiser pour leurs vieux jours.

Concernant le SMIC Français qui serait le plus élevé en Europe par rapport au salaire médian, ne serait ce pas plutôt le tassement du salaire moyen qui nous classerait à ce niveau? Rappelons que 100 milliards d'Euros sont passés directement de la poche des salariés aux profits des entreprises et que la masse des dividendes versés aux actionnaires en 2005 est supérieure aux charges sociales qui pèsent sur les salariés.

Concernant l'équilibre, ou plutôt le déséquilibre du régime maladie, il est à noter que la dette de l'état envers le régime de Sécurité Sociale s'accroît et qu'il ne compense pas l'intégralité des exonérations accordées aux entreprises. Le déficit est par ailleurs aggravé par les conditions créées par les nouvelles dispositions concernant la participation et l'intéressement, non soumis à cotisation.../..."



d'EADS. Après toutes les perspectives et promesses pour notre région, que nous propose t'on aujourd'hui?

Le plan présenté par l'ex président de AIRBUS : Ch. STREIFF, aujourd'hui défendu par Louis GALLOIS, son successeur, est aux antipodes des solutions nécessaires pour répondre aux retards rencontrés sur l'indus-



# TLC, l'outil de la CGT !

agir pour le droit aux vacances pour tous !

Tourisme Loisirs Culture a été créée en 1991 par les 8 unions départementales CGT de Midi-Pyrénées. Association loi 1901, elle est adhérente à l'ANCAV (Association Nationale de Coordination des Associations de Vacances). La mission que lui a confié ses fondateurs, par ailleurs membres du conseil d'administration est de promouvoir une conception des vacances, des loisirs et de la culture dans le cadre de la promotion du tourisme social. Derrière les mots et les idées, s'est construit et développé un bel outil au service des 156 comités d'entreprises et associations de Midi-Pyrénées adhérents-es. Cet outil développe

au travers de la Carte Loisirs une offre d'activités culturelles, et de vacances de qualité. La dernière assemblée générale de mars 2006, a renouvelé le conseil d'administration ainsi que la présidence. Depuis l'association travaille à renforcer le rôle des administrateurs-rices, à faire en sorte que le mouvement syndical la CGT se réapproprie son outil qu'elle connaît mal et qu'elle utilise peu. Dans cette perspective le conseil d'administration a largement débattu des objectifs et de la politique à mener. Il est très vite apparu la nécessité de réaffirmer avec plus de force ce qui fait la spécificité de TLC, ses valeurs fondamentales que

sont la solidarité et l'action pour promouvoir le droit aux vacances, aux loisirs et à la culture POUR TOUS ! Le réaffirmer en paroles mais aussi en actes concrets c'est pourquoi le CA s'est donné comme objectif de construire un projet qui mettrait en évidence ces valeurs, avec les CE et les organisations adhérentes. Un questionnaire, une première rencontre des CE à BOOSILHEN (65) sont les étapes de cette volonté que l'association veut porter. La prochaine visera la rencontre avec le mouvement syndical pour examiner les conditions d'une véritable appropriation par la CGT de son outil. ■



**Juliette RABIA**, est née à Paris, sa famille est originaire du GERS et elle y vit depuis près de 20 ans. Elle a 35 ans et élève seule ces deux garçons

(8 ans et 3 ans). Après l'obtention de son bac elle poursuit sa formation en pharmacie par la voie de l'apprentissage.

En 2003, elle postule à la parapharmacie de Leclerc Auch où elle est embauchée comme conseillère de vente. Quatre mois plus tard, on lui impose un poste de caissière.

Alors qu'elle est en congé parental d'éducation, elle est convoquée par la chef de service qui l'informe de la suppression du poste de conseillère de vente à la parapharmacie.

## Juliette, licenciée par Leclerc

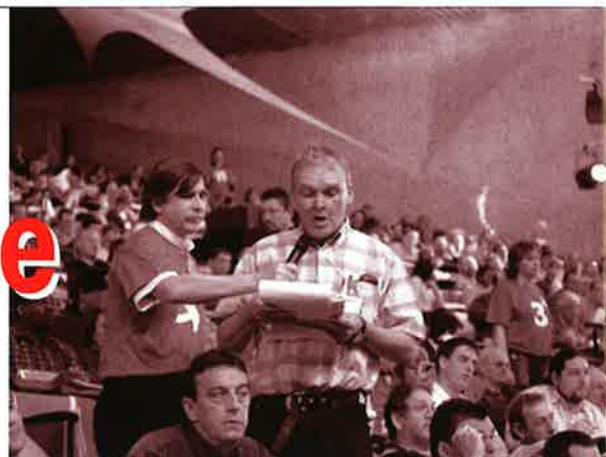
En avril 2005 elle adhère à la CGT pour essayer de développer le syndicat CGT chez Leclerc, au service des salariés de cette entreprise et dénoncer toutes les pratiques illégales.

Fin décembre 2005, elle reçoit une lettre d'entretien préalable à son licenciement une dizaine de jours avant sa reprise et ce comme par le plus grand des hasards au moment où l'Union Départementale CGT du Gers la désigne comme déléguée syndicale de l'entreprise.

Au congrès de l'UD de juin 2006 elle est élue membre de la Commission Exécutive et du bureau de l'UD. Elle participe à la création du syndicat Multi-professionnel Auch-Vic-Mirande afin de pouvoir regrouper les syndi-

qués isolés. Ainsi son engagement, pour l'organisation des syndiqués du Commerce, avec ses camarades de l'UD, permet l'adhésion de plusieurs dizaines de salariés-es des magasins Leclerc, Carrefour. C'est bien la crainte que ce mouvement se développe qui conduit la direction de LECLERC à licencier Juliette. La procédure engagée auprès des Prud'hommes d'AUCH avec le soutien de toute la CGT contraint la direction à la réintégrer. C'est une première victoire qui donne confiance mais c'est sans compter sur l'esprit revancharde de Leclerc. Ce jugement sera cassé par la cour d'appel d'Agen, l'action en justice se poursuit. Ainsi va la vie "ordinaire" des salariés-es du privé qui veulent relever la tête, en ce XXI<sup>e</sup> siècle...!!!

## Nouveau système de cotisation



des décisions démocratiquement débattues !

Au moment où les syndicats se réunissent en comité général pour adopter la répartition du champ territorial interprofessionnel voici, ci-après les éléments qui ont prévalu au choix du Comité Régional pour proposer le pourcentage commun au vote des syndicats.

En préalable, il est utile de se rappeler que le choix fait au 48<sup>e</sup> Congrès, d'un nouveau système de cotisation s'est, avant tout, appuyé sur le principe de la solidarité entre syndicats. Par conséquent les décisions votées concernant la répartition entre les différents champs, visent à permettre au syndicat de conserver les moyens nécessaires à son activité. Bien entendu dans cette démarche certains syndicats constatent que la part qui doit leur revenir diminue pendant que d'autres voient la leur augmenter ou tout simplement exister.

Concernant le pourcentage affecté au CR, l'annexe financière votée au congrès prévoit que "pour financer les comités régionaux, les UD de la région se concertent pour proposer un pourcentage commun à leurs syndicats".

Ce qui signifie pour le Comité régional de trouver une harmonisation entre les 8 UD pour faire émerger une proposition, la plus juste possible. Le principe de la solidarité, fondement du système, a guidé notre démarche. Il nous a conduit à nous appuyer sur **les cotisations réellement payées par les syndiqués-es de chaque département**. Les UD ont donc travaillé à collecter ces informations. À partir de la réalité des collectages et des sommes réelles perçues, nous aboutissons ainsi à une proposition réellement solidaire (voir tableau), dans laquelle les UD qui ont peu de moyens ou une cotisation basse

paient moins que celles qui ont une cotisation plus haute. La variation est de l'ordre de +0,27 % à - 0,32 %. Le Comité Régional quant à lui, conserve un niveau identique de ressources.

Le Comité Régional, lors de sa délibération du 20 octobre 2006, a adopté la proposition, qu'il soumet à l'approbation des syndicats.

Cette proposition est de 2 % pour les actifs et 0,36 % pour les retraités.

Les syndicats réunis dans les comités généraux de l'UD Ariège, l'UD Aveyron, l'UD Hautes-Pyrénées ont approuvé cette proposition. Les 5 autres doivent se tenir dans le courant de novembre.

PRISE EN COMPTE DES MOYENNES DE COTISATION DES UD - ACTIFS									
Situation 2005 Système actuel						Situation 2005 nouveau système de répartition			
UD	Nbre de cotis	montant moyen cotis	montant collecté estimé	montant réglé au CR en 2005	% versé par UD	proposition de % CR	nouveau montant réglé	écart	
	A	B	C = A x B	D	E = D/C	E'	D' = C x E'	montant	%
09	19 187	10,67	204 725,29	4 276,45	2,09%	2,00%	4 094,51	-181,94	-4,25%
12	11 472	10,00	114 720,00	2 660,95	2,32%		2 294,40	-366,55	-13,78%
31	100 494	11,54	1 159 700,76	22 681,09	1,96%		23 194,02	512,93	2,26%
32	9 219	12,17	112 195,23	1 944,30	1,73%		2 243,90	299,60	15,41%
46	12 302	11,15	137 167,30	2 617,25	1,91%		2 743,35	126,10	4,82%
65	23 867	10,00	238 670,00	5 267,09	2,21%		4 773,40	-493,69	-9,37%
81	20 480	12,00	245 760,00	4 629,96	1,88%		4 915,20	285,24	6,16%
82	12 724	10,67	135 765,08	2 665,53	1,96%		2 715,30	49,77	1,87%
<b>TOTAL</b>	<b>209 745</b>	<b>11,20</b>	<b>2 348 703,66</b>	<b>46 742,62</b>	<b>1,99%</b>			<b>47 205,56</b>	<b>462,94</b>

Ce tableau permet de faire la comparaison entre la situation actuelle et la situation future et de constater les écarts dus à l'harmonisation.

## Congrès UGICT

Dans le cadre de la préparation du Congrès de l'UGICT qui aura lieu en 2007, la confédération organise un forum national et interrégional à Toulouse le 24 novembre 2006. L'objectif de ce forum est de permettre aux agents maîtrise, ingénieurs et cadres adhérents de l'UGICT et aux organisations de la CGT de débattre des questions auxquelles ses catégories sont confrontés et du développement de l'outil indispensable à leur syndicalisation.

## CRAM

L'élection de la présidence de la CRAM aura lieu le 9 novembre 2007. Le Comité Régional revendique depuis le dernier renouvellement cette présidence. En effet nous sommes les seuls en Midi-Pyrénées à n'avoir aucune présidence de caisse. Les rencontres unitaires ou toutes les organisations syndicales étaient présente ont permis de dégager un large accord pour la candidature de la CGT. FO, CFTC, Mutualité voteront dès le premier tour pour le candidat de la CGT. CFDT au second tour, la CGC réserve sa position en fonction du résultat du premier tour. Le comité régional présente la candidature de Bernard GIL (UD31).

## Santé-Travail

Pour poursuivre l'etravail engagé au printemps sur les questions de santé au travail et la tenu d'un forum à Montauban qui a rencontré un succès important, le groupe de travail régional et le groupe de travail de l'UD82 se réuniront à Toulouse le 13 novembre.

